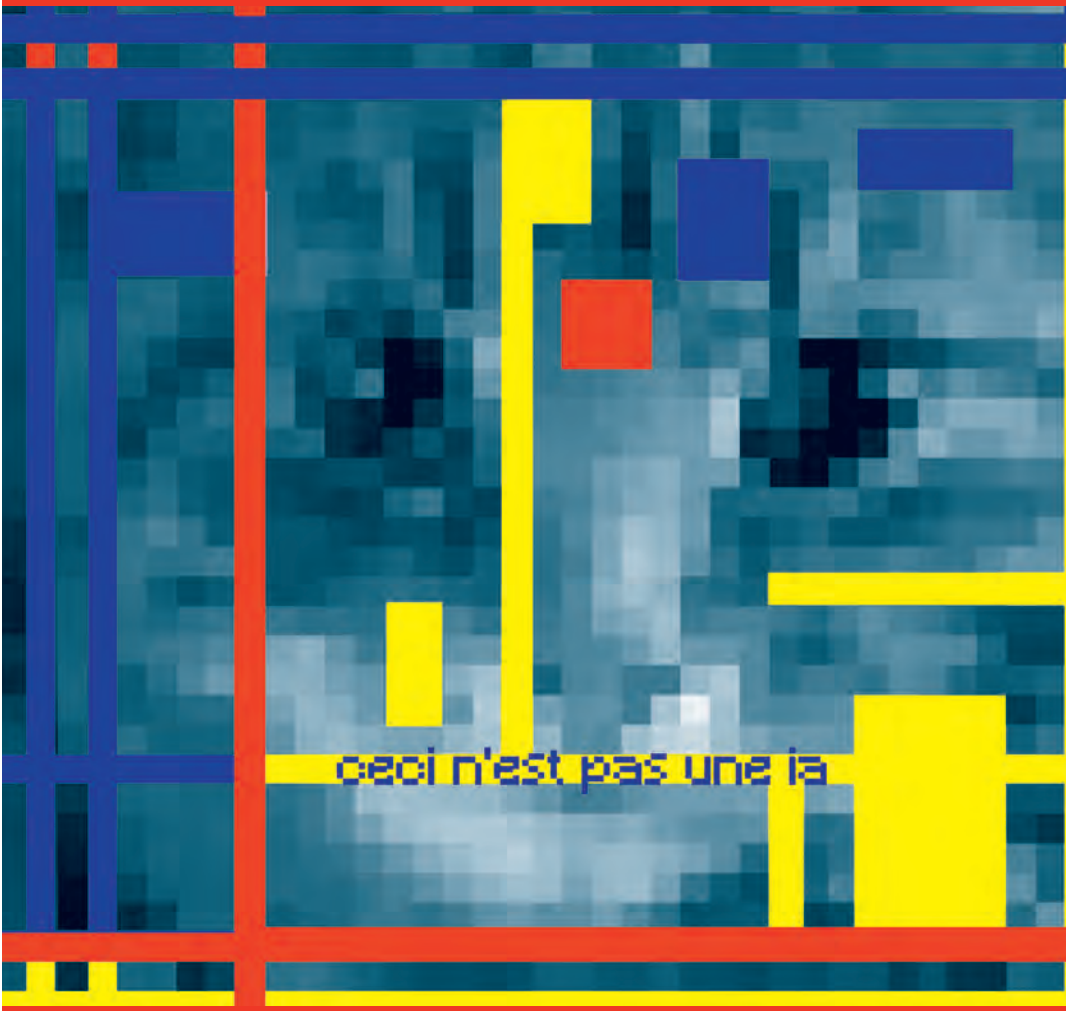
Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
P 204082

% LIGNES D'ATTAC

liège

Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne
Trimestriel n°115 | décembre 2023 - janvier 2024 | 1,5 €



- Jeudi 9 novembre, projection-débat Cobalt au Beau-Mur
- Mardi 14 novembre, conférence-débat sur le Pacte d'excellence
- Mercredi 20 décembre, court-métrage et souper de noël au Beau-Mur

Éditeur responsable : Christine Pagnoulle, avenue du Hêtre, 12 • 4000 Liège • Bureau de dépôt, Liège X

ÉDITO

Ça chauffe !

La planète, oui, nous pulvérisons les records. Les pôles perdent leurs banquises, les montagnes leurs glaciers. Nos insectes disparaissent. Nos sols se meurent. C'est une urgence absolue, qui recoupe celle de la lutte contre l'exploitation capitaliste, l'extractivisme, l'évasion fiscale – bref contre une société structurée par l'injustice et les inégalités et basée sur l'accaparement.

Mais ça chauffe aussi dans les têtes, entre copains, camarades, compagnons. Les insultes fleurissent – «confusionnistes», «terroristes de la pensée»… Ce n'est pourtant pas le moment. Voir paragraphe précédent et le suivant. Il convient, au minimum, d'écouter l'autre et d'argumenter, quitte à rester sur des positions divergentes. Sinon nous reproduisons dans nos bacs à sable d'associations de gauche l'absurdité des guerres qui se livrent à travers le monde.

Pourquoi la paix ?

Absurdes, inextricables, lourds d'aléas moraux contradictoires, les conflits armés concurrencent les catastrophes naturelles dans la destruction de notre biosphère.[1] L'agression russe en Ukraine (répondant certes à l'avancée de l'OTAN vers l'Est et à des années de guerre sourde dans le Donbass) s'embourbe dans une guerre de tranchées. Dans le Haut Karabach, les Arméniens ont finalement dû abandonner leur terre ou leurs droits face à la pression de l'Azerbaïdjan. Au Soudan, en Éthiopie, les victimes se comptent par dizaines de milliers, les réfugiés par millions. Qui s'en émeut par chez nous ? Les guerres autour des minerais se poursuivent en RDC. Qui s'en soucie ? Le Sahel se libère de l'emprise néocoloniale française, mais accueille les milices russes. Le Hamas à Gaza est un mouvement islamiste, tout comme ceux présents au Sahel et au Maghreb ; ces actes de violence aveugle rendent la paix d'autant plus improbable, mais ces terroristes sont soutenus par des Palestiniens réduits au désespoir : nous savons les exactions commises par les colons et l'armée d'Israël dans des 'territoires occupés' morcelés, privés de toute ressource. Qui va payer le coup d'éclat qui a montré les failles de l'emprise israélienne ? La stratégie d'Al-Qaida, nous dit-on. Les attentats du 11 septembre 2001 ont servi de prétexte à la destruction de l'Afghanistan et de l'Irak. Faisons plutôt lire le roman de Colum McCann, *Apeirogon*, aux dirigeants israéliens et aux Frères musulmans (hélas sans grand espoir).

TVoir une carte https://lstu.fr/attac_115_08

La paix pour éviter tant de morts inutiles. La paix pour ne pas libérer ces milliers de tonnes de produits toxiques dans notre atmosphère. (Nous n'envisageons pas la catastrophe ultime de l'arme nucléaire.) En sachant que parfois le recours à la violence est inévitable.

Les trottoirs et l'État de Droit Chez nous le Conseil d'État a beau condamner, rien n'y fait : manque de places, les hommes à la rue. Comme si des logements ne pouvaient se trouver, s'aménager. Comme si les immigrés avaient quitté leur pays, leur famille et affronté tant de dangers pour le plaisir du dépaysement.

Santé ! Les liens entre conditions d'existence et santé (physique et mentale) sont évidents. Aussi entre santé et pollutions.

L'enseignement public se privatise sous la houlette de McKinsey. Comment inverser le processus ?

Démocratie participative ? Faire davantage participer les citoyens à la prise de décisions qui les concernent ? Un exercice nécessaire, mais rendu invalide par le cadre économico-idéologique où il est pratiqué ?

Fiscalité. À tous les coups ou presque, il y a des coûts, il faut des sous. Nous revenons aux origines d'ATTAC : le combat pour une fiscalité juste, pas seulement un impôt sur les banques.

Défendons Assange et ce qu'il représente :

le droit de combattre, par l'information, les exactions des puissants.

DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE (½) : LE BUDGET PARTICIPATIF

À l'approche des élections et au vu des enjeux sociaux et environnementaux, la question des grands projets à mener aux différentes échelles est plus prégnante que jamais.

Les promesses seront comme de coutume au rendez-vous. Et dès le lendemain des élections, les négociations entre partis déposséderont les citoyens de ce bref accès au pouvoir. Or, le financement en fonction de critères propres à chaque parti est une pratique qui invite le court-termisme et oblige à penser les projets en fonction de leurs résonances médiatiques et à évaluer le ratio coût/visibilité des politiques soutenues au détriment de leur impact réel. Ainsi des problèmes qui touchent au cœur de notre économie sont laissés de côté : réforme fiscale équitable, changement de système économique, à commencer par le système monétaire. Cette mainmise sur le « pot commun » prive les citoyens de leur capacité de décision.

Choisir ensemble l'allocation du « pot commun »

Choisir son budget, c'est choisir son destin. Choisir comment une société s'organise, c'est initier la tâche de s'accorder sur comment, qui et dans quelles proportions les citoyens, les entreprises et tous les acteurs de l'économie font usage des ressources rassemblées par les contributions au trésor public (impôts, taxes, cotisations).

Quelques expériences de budgets participatifs offrent des illustrations concrètes. L'expérience de Porto Alegre (Brésil) à partir de 1989 était menée dans un contexte de « caisse vide », démontrant que des excédents budgétaires ne sont pas nécessaires. Elle s'inscrivait dans des politiques participatives orchestrées par le politique, qui combinent démocratie participative et démocratie représentative. Les budgets participatifs font aujourd'hui partie des outils promus par l'OCDE.

Tout qui participe à un projet collectif est confronté à la prise de décision collective et notamment celle relative à la répartition des deniers communs. Ce choix oblige à bien comprendre les enjeux financiers, donc à savoir lire les comptes.

Participer à l'allocation du budget dans un pays, une région ou toute autre entité qui pratique cet exercice, c'est exercer un choix quant aux projets et initiatives qui seront financés et ainsi rendus possibles. Entre payer le salaire d'un enseignant ou des F16, l'autorité choisit non seulement l'objet, mais les retombées sociales, environnementales et économiques qui y sont associées.

De l'impuissance individuelle au pouvoir de contrôle collectif

L'établissement du budget peut avoir des objectifs divers comme la conscientisation, l'équité, la justice. Les citoyens renforcent leur capacité à prendre les choses en main. Ils apprennent l'exercice de la délibération en groupe pour élaborer un budget en fonctions d'objectifs.

Face au poids des partis et aux limites de la représentation, nos régimes perdent leur légitimité. Dans Contre les élections (2014), David van Reybrouck explique comment l'effritement de la société civile, la montée des médias commerciaux et les crises économiques ont affaibli la légitimité politique des gouvernants et du principe des élections.

En réaction, de nombreuses expériences de démocratie participative permettent d'étudier les méthodes, les outils et la pertinence de cette approche des processus de décision. Un processus participatif requiert des investissements matériels et la libération de temps (faciliter l'accès à une tâche civique doit être assuré par les remplacements professionnels). Les processus peuvent être longs à mettre en place, patience et conviction doivent animer ces pratiques.

Des « agoras » ou espaces publics de discussions structurées s'articulent autour de périodes de prise de connaissance, d'information et de consultation qui s'enchaînent avec des moments de co-construction de propositions, de formulations, de clarification, de propositions « à casser », de délibération, d'amendements et d'améliorations dans l'espoir de tendre vers le consentement large des participants.

S'outiller pour ces pratiques n'est pas mince affaire et le savoir requis est en partie à reconstruire. Heureusement, associations et organisations contribuent à partager et répandre ces outils et pratiques indispensables à l'émancipation citoyenne pour l'établissement d'une société où l'intérêt général prime sur les intérêts individuels. La sélection des participants est un élément clé, mais les théories statistiques permettent d'optimiser la représentation et ainsi de limiter la capacité d'influence de groupes d'intérêt, tout en protégeant les minorités.

Ces processus obligent à prendre en compte la voix des plus faibles. Ils permettent la diffusion d'une compétence sociale de la prise de décision collective. De plus, la pratique de discussions et négociations sur la place publique et non derrière des portes closes est ce qui différencie une pratique démocratique d'une société techno-aristocratique où les « savants » imposent leurs conclusions.

Dépasser les dogmes économiques - partager l'expertise

Quarante ans de dérégulation, de financiarisation et de propagande austéritaire ont rendu bien difficile de penser le monde hors du cadre dominant où le champ des possibles est présenté comme limité. Face à une classe politique enfermée dans le cadre législatif européen et trop souvent en symbiose avec des intérêts économiques puissants, les solutions ne peuvent venir que d'un sursaut démocratique qui balaye les dogmes sans tomber dans le populisme réducteur.

Comment les citoyens peuvent-ils repenser les carcans économiques ? Comment enclencher une transition alimentaire, économique, énergétique et sociale radicale pour ramener l'activité économique dans les limites des ressources de la planète tout en assurant les fondements sociaux minimum à l'épanouissement de chacun ?

La discussion autour de pistes de transitions porteuses de changements structurels doit se transcrire dans des actions concrètes. Le débat politique contemporain est souvent stérile, car la discussion argumentée est remplacée par la démagogie et les jeux de langage. Sur le fond, les solutions se cantonnent à de l'ajustement à la marge, sans remettre en cause les carcans imposés par l'emprise de la finance.

En économie, cela signifie s'éloigner des dogmes orthodoxes sur la façon d'établir un budget et de conduire une politique budgétaire ciblée sur les priorités sociales et environnementales. Le budget participatif force à considérer ses contraintes, parmi lesquels la limite budgétaire qui nous oblige, en tant qu'entité publique et politique, à ne pas abuser de la dette.

Partager le pouvoir et apprendre la démocratie

Introduire le débat public dans la constitution des budgets, c'est donner aux citoyens les véritables rênes des choix de société opérés. Comme tous les outils innovants, le budget participatif n'est pas une panacée. Mais parce qu'elle touche aux deniers publics, la reprise en main du budget est un cap important. L'exercice touche directement aux priorités respectives des individus. Si l'objectif est d'atteindre le consentement de tous, il faut prendre en considération les points de vue des autres, les aspirations de chacun et par ce biais le processus contribue à l'empathie mutuelle des participants et tend à recréer une véritable communauté où malgré les intérêts individuels, l'esprit du commun se régénère.

Par ces pratiques, les collectifs citoyens apprennent à s'autogouverner, à reprendre leur destin en main face aux technocrates. S'y frotter permet de construire un savoir social collectif utile pour répondre sans populisme, avec force et courage aux enjeux auxquels nous faisons face. Le budget participatif promeut l'exercice de la participation citoyenne à la vie civique et politique et permet de tester et d'éprouver des pratiques diverses, parfois complexes, qui nécessitent une pratique courante pour s'ancrer dans la vie des citoyens.

Braver les écueils

Bien sûr, les difficultés sont nombreuses : susciter l'intérêt, avoir la capacité de défrayer les participants, rassembler les expertises, avoir le temps et bien d'autres considérations matérielles. De plus, si l'exercice porte sur des budgets sans réelle portée, les citoyens qui s'y engagent se retrouvent avec une charge additionnelle qui risque de décourager, et cela permet aux politiques de présenter les industriels en sauveurs.

De nouvelles expériences sont en cours en Belgique : des exercices consultatifs, des « mini-parlements citoyens » aux compétences réduites et sans pouvoir de décision. De plus, des chercheurs précisent « *Les consultations populaires sont donc moins des alternatives à la représentation que des* ***outils destinés à (re)donner confiance aux citoyens dans la démocratie représentative*** *et dans ses organes.* » (Gaudin et al., 2018) (c'est l'auteur qui souligne)

Ensuite, la professionnalisation de la pratique démocratique délibérative est aussi un risque. Sans compter que le choix des thèmes à traiter représente un pouvoir en soi et laisse la possibilité aux politiques de choisir les questions à arbitrer par ce canal. Mais faut-il, à cause de ces écueils, refuser cette voie ? Décider en commun, prendre notre destin en main et faire des choix budgétaires pour une politique en phase avec les défis actuels, n'est-ce pas une raison suffisante pour tenter l'aventure de cette autre pratique de la démocratie ?

PROPOSITION DES ATTAC EUROPE SUR LA FISCALITÉ EUROPÉENNE

(extraits)

Lutter pour la démocratie, c'est lutter pour une société juste. Après la 2e Guerre mondiale, les inégalités ont reculé dans les pays industrialisés pendant plus de trente ans. Mais le triomphe du néolibéralisme dans les années 1980 a vu le retour de la concentration de la richesse dans les mains d'une minorité, ce qui a eu des conséquences sur la participation électorale des classes populaires et l'essor de l'extrême droite. Limiter les inégalités est donc essentiel pour l'avenir de la démocratie. Il est crucial de mettre en place un système fiscal soutenable, équitable et progressif, qui ne pénalise pas le travail, mais bien les revenus non productifs.

L'énorme défi du dérèglement climatique et l'urgence de protéger l'environnement montrent combien il est nécessaire de mobiliser les politiques publiques pour financer une transition écologique. Le coût social, économique et humain de l'inaction face au climat est bien plus élevé que de prendre des mesures drastiques.

Le réseau des Attac Europe présente ici les grandes lignes de ce que devrait être un système fiscal qui réduit les inégalités et rend possible une société juste, écologique et démocratique.

Impôts, cotisations et redistribution

Il convient d'envisager les impôts (qui sont la principale source de financement des dépenses publiques), les cotisations (recettes affectées) et les contributions pour les services publics en même temps que le système de redistribution gouvernementale et de dépenses sociales.

Il faut déplacer la charge fiscale de l'impôt sur les revenus du travail à un impôt sur la fortune et le capital.

Justice économique et fiscale

Un indice Gini symétrique de moins de 20% pour les revenus et 50% pour la fortune devrait être inclus dans les traités sur le fonctionnement de l'Union européenne ou dans les Constitutions nationales en tant qu'objectif concret et réaliste pour une système fiscal équitable. Le respect de cet objectif devrait être examiné chaque année par une commission parlementaire.

Accises et taxes sur les ventes

Les denrées alimentaires de base, les produits d'hygiène personnelle et le loyer seront exonérés de TVA. En revanche, il faut appliquer un taux de TVA élevé sur l'achat de produits de luxe.

Une taxe sur les transactions financières doit être mise en place au niveau européen.

Fiscalité verte

Il est impossible de mettre en place un système fiscal équitable et efficace pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réaliser des objectifs environnementaux s'il n'y a pas de réforme fiscale radicale. Il faut augmenter les taxes sur la consommation de carburants fossiles et supprimer les exonérations fiscales sur le kérosène des avions et le fuel des bateaux dans la cadre de la transition énergétique. Il faut imposer une taxe sur les objets en plastique à usage unique, dont les emballages, en vue de les faire disparaître.

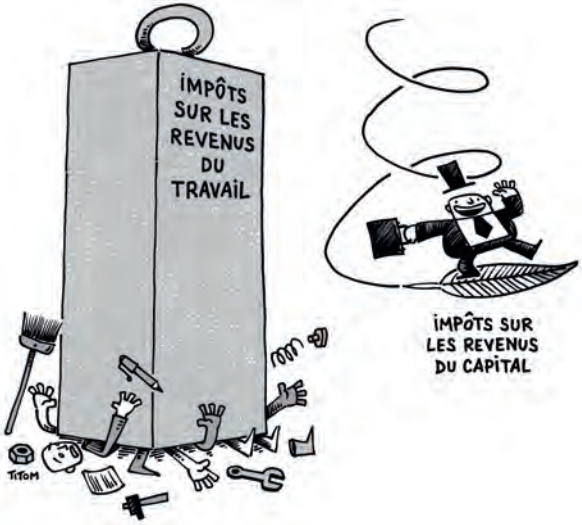
Redistribution par la fiscalité

L'objectif du système fiscal est une distribution des revenus et de la fortune qui soit acceptée par l'ensemble de la population. Cet objectif doit faire partie d'une large délibération.

Le plafond de revenus annuels devrait être de €2 millions. Les actifs au-delà de 20 millions seront imposés de sorte à les ramener à cette limite.

Impôt sur le revenu

Tous les revenus doivent être imposés selon la même échelle d'imposition progressive. L'exonération fiscale devrait être de €10000. Le taux d'imposition augmente progressivement jusque 90% pour la tranche supérieure d'un revenu annuel de €40 millions. Ce taux d'imposition n'est possible que si la fraude fiscale est combattue efficacement grâce à l'échange automatique d'information au niveau international.



Illustrations de **Titom**, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be

Le principe de la globalisation des revenus doit aussi s'appliquer aux citoyens résidant à l'étranger.

Impôt des sociétés

L'impôt sur les petites et moyennes entreprises sera réduit par des exo- →

nérations fiscales et une imposition progressive. L'impôt des sociétés commencera à 10%, au-delà d'une somme exonérée de 20000 euros, et ira jusqu'à 40% pour des entreprises réalisant des bénéfices de plus d'un million d'euros.
Les entreprises ayant un capital de plus de 20 millions d'euros peuvent se voir imposer une taxe sur des surprofits. Si le retour sur investissement dépasse les 15%, le taux d'imposition sur les bénéfices au-delà de 15% augmente jusqu'à 80% pour un retour de plus de 30%.
Pour les coopératives et les entreprises de service public, les taux d'imposition seront réduits à 25%. Le taux d'imposition maximum sera de 30%.
Taxation unitaire : les bénéfices des multinationales sont additionnés (bilan consolidé au niveau mondial) puis répartis entre les pays où la société est active. La base de calcul doit prendre en compte le chiffre d'affaires, les investissements tangibles, les travailleurs et, dans le cas d'entreprises numériques, le nombre d'utilisateurs.
Les placements dans un fonds d'investissement doivent être imposés comme des actifs du détenteur : il s'agit de fortune privée et son augmentation est imposée par l'impôt sur le revenu.

Taxation du patrimoine

Impôt sur la fortune : Tous les actifs, y compris ceux à l'étranger, sont imposés à la valeur du marché selon une échelle progressive de 0,5% à 20% pour les milliardaires. Il y aura exonération fiscale en dessous d'un million d'euros.
Taxe de succession payable par les héritiers. Tous les actifs sont taxés de la même façon, y compris les actifs de société. Tout contribuable jouit d'une exonération fiscale de 500000 euros en cas d'héritage de parents au premier degré. Le taux d'imposition débute à 10%. Le taux augmente par palier jusqu'à 50% pour la partie d'héritage qui dépasse les 5 millions d'euros et 90% pour la partie d'héritage qui dépasse les 2 milliards d'euros.

(Un texte complet est disponible sur le site d'Attac Liège)

TU M'ÉCOUTES QUAND JE TE PARLE ?

Un lecteur fatigué

Travaillant dans le secteur de l'éducation permanente, j'ai le sentiment que le propre de mon travail est de m'interroger, de remettre les choses en question et d'inciter les autres à faire de même. Or, plus le temps passe, plus j'ai l'impression que ça devient difficile. Les positions se radicalisent. Les insultes volent (bas) sans la moindre place pour la nuance. Résultat : des replis sur des 'vérités' excluantes.

COVID, EVRAS, guerre en Ukraine, genre… autant de sujets sur lesquels il est presque impossible d'avoir une discussion posée et réfléchie. Tu es dans un camp ou tu es dans l'autre, fais ton choix. Les divergences divisent aussi les militants de gauche, sans laisser de place à la nuance qui pourrait ouvrir une brèche dans tes convictions.

Oui, c'est vrai, ces propos sont un peu caricaturaux. Disons que c'est ici à des fins « didactiques » et non idéologiques.

Cette situation me fatigue et provoque chez moi un désintérêt croissant pour toute une série de sujets qui sont pourtant très importants, mais sur lesquels plus aucune discussion intéressante n'est possible. On peut se retrouver à passer un temps considérable à tenter de mettre de la nuance, tout en essayant (en vain) de ne pas être catalogué, par les uns ou par les autres.

C'est un peu désespérant...

Illustrations de **Titom**, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be

DE L'IA À COUPS DE MILLIARDS

Sébastien Gouvars

L'illustration est générée par l'intelligence artificielle Dall-E d'après les termes : « graphique des revenus mondiaux de l'intelligence artificielle avec le logo de l'association ATTAC en fond ».

Encore anecdotique, ou discrète du moins, il y a à peine quelques années, l'intelligence artificielle fait aujourd'hui partie intégrante de nos vies, bien souvent à notre insu. Et pour cause, de la victoire de Deep Blue contre Kasparov en 1997 à la version 4 de ChatGPT sortie en mars 2023, des centaines de milliards ont permis son développement rapide.

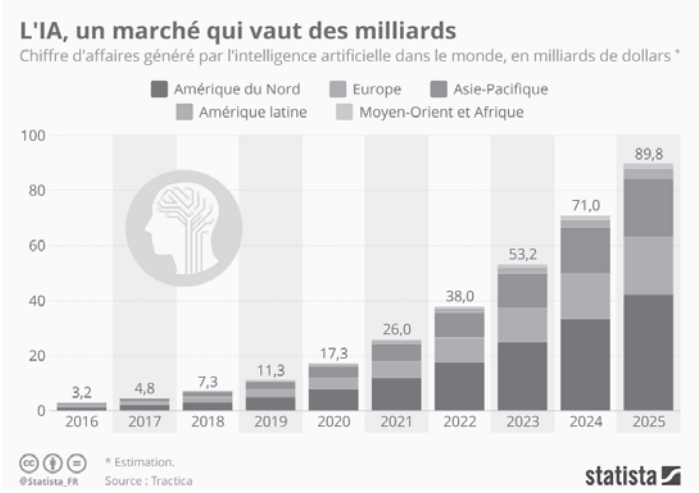
Au cours de la dernière décennie, c'est près de 250 milliards qui auraient été investis par les États-Unis. La Chine, elle, aurait injecté un peu moins de 100 milliards de dollars[1]. Et la croissance des investissements est impressionnante. Rien qu'au premier semestre 2023, quelque 25 milliards de dollars auraient déjà été officiellement investis dans l'IA[2], contre 3,7 milliards de dollars en 2022[3]. Les géants du numérique sont évidemment les premiers à mettre la main à la poche tant les profits sont prometteurs. En témoignent les 10 milliards de dollars investis par Microsoft cette année.

Dire que c'est un secteur florissant serait un euphémisme. En effet, les prévisions du chiffre d'affaires sont tout simplement exponentielles. Selon GlobeNewswire,

« *La croissance du marché de l'IA devrait s'élever à 18,4 milliards de dollars d'ici 2026 rien qu'aux États-Unis ; beaucoup plus important par rapport à la valeur de 6,8 milliards en 2021*. »[4] Et, selon certaines prévisions, la contribution de l'IA à l'économie mondiale pourrait approcher les 20 000 milliards de dollars en 2030.

Bien que l'on puisse lui reconnaître certaines avancées intéressantes (pour l'être humain), l'intelligence artificielle est surtout devenue une alliée incontournable du capitalisme. Selon le McKinsey Global Institute, « *d'ici à 2030, les entreprises qui adopteront rapidement l'IA pourraient connaître une augmentation de 122 % de leurs flux de trésorerie, tandis que les entreprises qui n'adopteront pas l'IA pourraient subir une chute de chiffres d'affaires atteignant -23%* »[5].

Dans cette fuite en avant, gardons dans un coin de notre tête, cette pensée de Stephen Hawking : « *La création d'une intelligence artificielle serait le plus grand événement de l'histoire de l'humanité. Mais il pourrait aussi être l'ultime*. » Ou encore celle d'Albert Einstein : « *L'intelligence artificielle ne fait pas le poids face à la stupidité naturelle*. »



1. Source : Statista.fr
2. crunchbase.com : https://lstu.fr/attac_115_01
3. Sources : CB Insights, Dealroom.co, AFP
4. globenewswire.com : https://lstu.fr/attac_115_02
5. McKinsey.com : https://lstu.fr/attac_115_03

MALADIE ET NON-EMPLOI

Samuel Gourdange, qui nous informe régulièrement de ses travaux et de ses démarches pour faire reconnaître l'impact du non-emploi sur la santé, attire notre attention sur une interview accordée par Jean-Pascal Labille, Secrétaire Général de Solidaris à un journaliste de *La Libre* (le 25 septembre dernier). Il y rappelle le triple handicap que représente le non-emploi : la précarité socio-économique, des problèmes de santé (2,6 fois plus de risque de mourir dans les trois ans qu'un travailleur au travail), et un accès plus limité aux soins de santé préventifs et de première ligne, par conséquent, « ils s'exposent à les maladies plus lourdes et plus longues ». Ce lien est établi par ailleurs par plusieurs études scientifiques, portant notamment sur des cancers, des maladies du cœur, des perturbations endocriniennes. Labille propose davantage d'accompagnement pour la remise au travail et la sensibilisation des employeurs à la nécessité d'offrir des emplois de qualité avec des contrats plus longs. Il note que les moyens affectés au contrôle seraient plus utiles sous forme de soutien. Il souligne également l'importance des conditions de travail et du sentiment d'utilité sociale.

Amertume chez les soignants

Les soignants aussi travaillent dans des conditions précaires. Quand, pendant la crise CoViD ils se faisaient applaudir, ils ont rêvé que les choses allaient changer, que l'élan de reconnaissance allait se traduire non seulement en une

Illustrations de **Titom**, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be

revalorisation salariale mais en meilleures conditions de travail : des horaires corrects, des pauses adaptées, suffisamment de personnel pour véritablement rencontrer les patients. Il n'en a rien été. La tendance à transformer les structures de soins en entreprises sommées de générer du profit s'est intensifiée.

Une excellente exposition à la Cité Miroir (*Prendre soin*) en mars dernier en témoignait en quelques panneaux. En donnant la parole aux premiers concernés, elle pose la question : *«À quoi ressemblerait une société qui évaluerait sa prospérité non pas par la croissance économique mais par sa capacité à prendre soin des êtres vivants qui la compose ?*»

Lire: Liantis. be : https://lstu.fr/attac_115_04

Théodore Monod

« Y *a-t-il vraiment, quelque part, des jardins fermés, avec des murs autour ; et un bout de ciel par-dessus qu'il faut lever les yeux pour apercevoir ? A dire vrai, je préfère mes grands horizons dévastés, sans limites, moins confortables sans doute, moins rassurants, moins domestiques, plus grandioses dans leur tragique et inhumaine immensité.*

Là-bas, c'est une nature dont nous exigeons un esclavage, une nature élaguée, mutilée, muselée, taillée, alignée, asservie ; ici, nous ne sommes que des hôtes, sans la moindre voix au chapitre, ignorés avec une sereine indifférence, ou provisoirement tolérés ; ici, ce n'est pas en notre honneur que fonctionne la machine et nous n'y sommes guère le centre du monde ; il est bon parfois de se l'entendre répéter par quelque coin de nature sauvage, vierge et qui ne ment pas. »

IMMIGRATION: CONFLUENCE DE VALEURS HUMAINES NOUS SOMMES TOUS DES ENFANTS D'IMMIGRÉS.

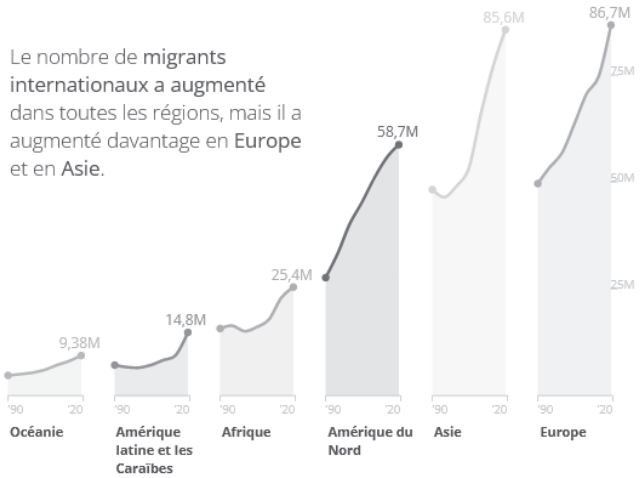
Eric Nemes

Quelques chiffres[1]

Selon l'UNHCR, on estimait à 281 millions le nombre de migrants dans le monde en 2020, soit 3,6 % de la population mondiale. Selon les estimations, ce chiffre a augmenté au cours des cinquante dernières années (128 millions de plus qu'en 1990 et plus de trois fois plus qu'en 1970). Mais en % de la population, ce nombre de migrants n'est, semble-t-il, pas plus important que lors de la grande vague liée à l'industrialisation internationale et à la première guerre mondiale[2].

En 2022, le nombre de réfugiés dans le monde (ou migrants involontaires) a pour la première fois dépassé les 100 millions selon les statistiques de l'UNHCR.

Les 1318 participants au 108e Congrès universel d'Esperanto réunis à Turin début août 2023 ont traité de l'immigration. Provenant de 69 pays différents, ils ont pu non seulement discuter le thème, mais l'expérimenter et le vivre car tous parlaient la langue internationale esperanto, sans qu'aucune barrière linguistique ne vienne empêcher une communication directe. Les débats ont porté sur les ONG turinoises, le changement climatique, les guerres et la misère, la biologie et la cartographie des migrations, les difficultés des migrants pour s'intégrer. De nombreux espérantistes ont rapporté leurs propres expériences de migrants et/ou d'accueillants. Ils ont souligné que la connaissance de l'espéranto aide au début, mais qu'il est essentiel d'apprendre la langue du pays d'accueil pour s'y intégrer.



Malgré les difficultés actuelles au niveau national et européen, Turin continue à manifester ses valeurs de solidarité en concrétisant des expériences d'accueil et d'intégration.

D'un point de vue biologique, les migrations sont essentielles à l'évolution. Mais tandis que l'homo sapiens que nous sommes continue d'évoluer, nos comportements sociaux, nos émotions sont toujours calibrées sur les temps préhistoriques. L'éducation permet néanmoins parfois de modifier les comportements.

Parmi les témoignages, un Pakistanais immigré en Italie en 1998 a montré comment de petit boulot en petit boulot, restaurateur, agent de tourisme, homéopathe, il est aujourd'hui intégré à la vie politique de Padoue.

Un médecin suisse, «référent» depuis 23 ans dans un centre pour réfugiés, a parlé de ses efforts (vains) pour que les migrants utilisent l'espéranto, mais aussi de solutions partielles qu'il a trouvées aux difficultés sanitaires de "ses" malades. Sa connaissance de 6 langues européennes lui a moins servi que les interprétations d'une aidante originaire de Bagdad qui pouvait traduire de l'arabe en anglais et inversement. Enfin, il a utilisé un outil développé par l'association des médecins espérantistes[3], qui décrit 270 pathologies en dessin avec traduction dans 20 langues différentes. Mais la communication reste très difficile, surtout lorsqu'on est face à des personnes qui ont été persécutées, torturées, ou simplement dont la relation au corps et au médecin diffère de la nôtre.

Après une semaine d'échanges, le Congrès s'est conclu sur une résolution dont voici les grandes lignes (texte intégral sur le site : http://umea.fontoj.net.

Alors que le nombre de réfugiés dans le monde dépasse 100 millions et va nécessairement augmenter vu le changement climatique, les congressistes appellent tous les États du monde à stopper les causes de migration involontaire et à apporter aux migrants qu'ils accueillent le soutien nécessaire pour qu'ils puissent mener une vie indépendante et libre. (La migration enrichit la culture et rend la société plus prospère.) Ils rappellent que les droits humains sont universels et qu'appliquer la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée en 1948 est impératif (même si c'est loin d'être le cas).

1. OIM ONIU Migration *État de la migration dans monde 2022* p 28
2. Voir *Les migrations internationales à l'ère de la mondialisationindustrielle, 1840-1940*, Adam McKeown, *Dans Le Mouvement Social 2012/4* (n° 241), pages 31 à 46 Éditions La Découverte.
3. http://umea.fontoj.net/

MARRAKECH

MARCHE CONTRE LA BANQUE MONDIALE ET LE FMI

Corinne Michel

Il est à peine 10h du matin mais le soleil brille déjà haut dans le ciel de Marrakech ce jeudi 12 octobre 2023. Malgré l'impressionnant dispositif de sécurité (une vingtaine de combis de police, des forces auxiliaires, des camions autopompes, de nombreux policiers et forces spéciales), les manifestants de tous les pays approchent de Bab Doukkala, le lieu de rassemblement (tenu secret jusqu'au bout) avec banderoles et drapeaux. Des militants du Maroc, Burkina Faso, Mali, Niger, Sri Lanka, Congo, Brésil, Espagne, Puerto Rico, France, Belgique etc., entament des chants mobilisateurs pour dire non au FMI, non à la Banque Mondiale et leurs politiques délétères, dire non aux plans d'ajustement structurels consistant principalement à détruire les services publics, dire non à l'assujettissement des pays du sud aux désirs extractivistes du nord, dire non à la dette odieuse qui maintient le sud en incapacité de se développer au profit de ses peuples et en particulier des femmes, dire non à toutes les formes de domination qui créent la misère et la violence et notamment en Palestine, dont nous entendons des témoignages poignants.

Lentement, le cortège se déplace dans l'avenue, escorté de près par le service de sécurité marocain. L'ambiance est bon enfant mais déterminée et ferme. Près de septante associations sont présentes notamment le Cadtm, APMDD (Asian Poeples Movement on Debt and Development), Womin (Femmes africaines militantes), Attac Maroc/Burkina/Togo/Belgique, Association des femmes rurales en Action pour le développement (Bénin), etc. Pendant trois heures, les banderoles « Kick the Debt », « System change, not climate change », ... mais aussi des drapeaux palestiniens sont brandis dans les rues de Marrakech aux yeux des habitants et des passants qui, parfois, se joignent au cortège.

La manifestation se clôture par les remerciements du Cadtm/Attac Maroc qui a organisé en grande partie l'événement. Les participant·e·s se dispersent ensuite en se donnant rendez-vous aux ateliers et conférences du Counter Summit afin d'échanger pour construire collectivement un monde plus juste hors du capitalisme !

CONTRE-SOMMET DE MARRAKECH

Corinne Michel

Cette année, pour la première fois depuis 50 ans, la Banque Mondiale et le FMI organisaient leur sommet en Afrique. Les mouvements sociaux engagés dans l'annulation des dettes illégitimes ne pouvaient laisser passer l'occasion de manifester leur indignation face aux politiques délétères de ces deux institutions. Des dizaines d'associations et autres mouvements se sont donc donné rendez-vous à Marrakech pour manifester leur mécontentement, mais aussi pour réfléchir ensemble. Cela se passait du 12 octobre, date de l'arrivée de Colomb et ses équipages dans les Caraïbes en 1492 qui marque le débat d'un processus d'appropriation et d'extermination dans les Amériques, et le 15 octobre, date de l'assassinat, en 1987, du jeune président du Burkina Faso, Thomas Sankara qui prônait l'unité et la souveraineté des pays africains et le non-paiement de dettes coloniales. Des dizaines d'ateliers ont permis de débattre de dettes illégitimes, politiques d'ajustement structurel et leurs conséquences, environnement, développement des pays du sud soumis à l'extractivisme du nord et de bien d'autres thématiques.

COLORIAGE

Colorions cette image générée par un logiciel d'IA

Correction de la grille du n° 113

1. franchisage
2. panthère
3. beignet
4.évaluer
5. mégamachine
6.permanents
7. eau

J'AI MAL À MA PLANÈTE ?

Compte-rendu par Christine Pagnoulle

Martin Hirsch, ***Les Solastalgiques***, Paris, Stock, 2023, 350 p.

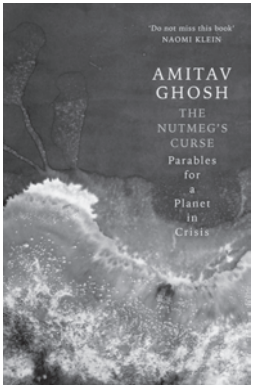
Un roman sur une maladie incurable : l'angoisse devant la détérioration de l'habitabilité de la planète abordée par le biais de la psychiatrie. Un groupe intergénérationnel se livre à des actions illégales, surtout du piratage informatique, pour faire prendre conscience de l'urgence d'un changement de cap. L'écriture est guindée, au lieu de dialogues nous lisons des exposés guère plus folichons à lire que les rapports du GIEC. L'auteur est haut fonctionnaire de la République et directeur de l'Institut de l'Engagement (qui a pour mission, e. a., de développer des attitudes responsables vis-à-vis de la planète, ce qui rappelle certains aspects des universités d'été Clim'ACTES).

L'analyse des causes de la catastrophe environnementale est incomplète. Il ne s'agit pas de l'activité humaine en tant que telle (nous avons maints exemples de sociétés vivant pendant des millénaires en symbiose avec leur environnement), il s'agit du déploiement de la pulsion accapareuse chez l'homme, poussée à son paroxysme par le capitalisme et ses avatars colonialistes et extractivistes. Il en est brièvement question, mais c'est pour évacuer tout aussitôt cette approche par l'esquive habituelle : pas d'autre système possible, regardez le désastre de l'URSS et de la Chine ! Le livre ne prend pas non plus en compte la fusion / confusion entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. Les protagonistes reprennent à Van Reybrouck (nous colonisons l'avenir) la notion de 'carte carbone', un ticket de rationnement pour tout le monde, ce qui n'est pas une mauvaise idée, mais porte sur la consommation individuelle, sans prendre le problème à la racine. Le passage à l'électrique pour la mobilité est présenté comme une solution, sans la moindre réserve par rapport à l'approvisionnement en métaux… et en électricité. Il n'est question ni de la production d'armes, ni de l'industrie extractive, ni d'exploitation sociale, ni d'injustice fiscale. Mais bon, le livre démontre quand même la nécessité de l'action directe (ici paralyser les aéroports, les croisières, les producteurs de SUV…)

LA MALÉDICTION DE LA MUSCADE

Compte-rendu par Christine Pagnoulle

Amitav Ghosh, ***La Malédiction de la muscade***, traduit de l'anglais par Morgane Iserte, Paris, Eyrolles, collection Le Monde qui vient, 2024, 400 pages.



Ce recueil d'essais est à lire en contrepoint du roman de Hirsch. Ici le romancier indien se fait essayiste mais, comme celui de Scheidler, l'ouvrage est aussi passionnant qu'un bon polar, magnifiquement écrit, avec un grand sens de la narration. Le sous-titre est à la fois indicatif et trompeur «*Paraboles pour une planète en crise*». Trompeur parce qu'à mes yeux il ne s'agit pas de paraboles, mais de constats historiques sans appel. Au fil de dix-neuf textes (essais historiques, analyses anthropologiques, réflexions philosophiques, commentaires littéraires, tout cela ensemble), il montre que la crise planétaire (extinction d'espèces, destruction d'habitat, pollutions à grande échelle, fonte des banquises et des glaciers…) répète à l'échelle mondiale ce que les colonialistes européens ont infligé aux populations colonisées dans les Amériques, en Afrique, en Asie (et ce que les grands propriétaires ont infligé à leur propre population, en confisquant les terres cultivées en commun). Il observe un double mouvement de conquête militaire soutenu par une idéologie dualiste qui marque une distinction complète entre humain et non-humain (les autochtones vaincus étant souvent relégués dans la seconde catégorie), entre ce que peut classer la raison et le monde qui nous entoure et pourtant nous parle si nous savons écouter.

Son exploration de nos aberrations occidentales commence et se termine sur les îles de Banda en Indonésie, en avril 1621, quand les responsables de la compagnie néerlandaise des Indes orientales (VOC) ont commencé l'éradication de la population indigène de Banda Naira, où poussent les muscadiers, en vue de la production industrielle de la muscade par des travailleurs déplacés. Le dernier texte, sur les «forces cachées», évoque ces liens puissants que la métaphysique mécaniste (la mégamachine dirait Scheidler) n'a pu étouffer.

S'il décrit les processus indirects par lesquels les envahisseurs ont triomphé des peuples indigènes, il montre aussi à quel point les vainqueurs de l'histoire peuvent être vulnérables (il écrivait à Brooklyn en 2020, donc pendant la première vague, vraiment meurtrière, de l'épidémie de CoViD-19).

LIBÉRONS L'ESPACE PUBLIC

DES (PUBLICITÉS POUR LES) (GROS) VÉHICULES (ÉLECTRIQUES)

Le 30 novembre, trois militants *vont comparaitre devant le Tribunal correctionnel de Liège pour avoir "soustrait frauduleusement" deux bâches vantant les mérites de véhicules électriques onéreux dans une action de brandalisme (détournement d'une publicité à des fins militantes).*

La pub est le carburant de l'économie capitaliste qui détruit le vivant. Elle draine plus de 500 milliards de dollars par an dans le monde. Après bien des démarches sans effet, ces militants ont en quelque sorte exercé leur droit de réponse contre l'agression publicitaire. Ils luttent ainsi contre une violence de classe, sous prétexte environnemental. Soutenons leur action pour changer de paradigme en termes de mobilité : développer du transport en commun de qualité et réduire la taille du parc automobile, rediriger les subventions des véhicules individuels vers du collectif, produire des voitures plus légères, plus sobres,… Il nous faut aussi repenser notre manière d'habiter le monde, notamment dans l'aménagement du territoire, pour se libérer plus facilement de la voiture.

Pour (ré)concilier ces trois piliers de la vie que sont l'écologie, le social et la démocratie, il est urgent de libérer l'espace de toutes ces publicités pour de gros véhicules électriques et d'en dénoncer leurs messages subliminaux qui polluent notre imaginaire.

Source : International Council on Clean Transportation (ICCT), European vehicle market statistics – Pocket book 2021/22, p. 53 (Réalisation graphique : Canopea)

LES RENCONTRES D'AUTOMNE DU CADTM

Les rencontres d'Automne du CADTM (29 septembre au 1er octobre) ont été un beau succès : plus de cent participants de plusieurs pays d'Europe et d'Afrique, des échanges passionnants.

Il s'agissait certes de dénoncer le rôle central que joue la dette dans les oppressions diverses qui découlent de l'exploitation capitaliste, mais au-delà des constats, l'objectif était de penser des alternatives afin de combattre les réponses néolibérales servies par les gouvernements et les institutions financières.

Il a été question, entre autres, de la façon dont les dettes des gens servent le capital, qu'il s'agisse de micro-crédits ou de flambée des prix de l'énergie ; de l'impact des dettes sur les migrations ; de la dette comme arme du néocolonialisme ; de la lutte contre les 'fonds vautours' ; ou encore de la façon dont les dettes empêchent les initiatives pour la protection de notre environnement.

Le dimanche matin, la présentation de livres rassemblait Éric Toussaint avec son ouvrage sur les méfaits de la Banque mondiale à travers le monde depuis sa création et Adam Ada, qui, avec Le Petit Berger, témoignait des innombrables épreuves qu'il a dû surmonter, comme tant de migrants – et qui ne sont pas terminées puisqu'il est sous le coup d'un ordre de quitter le territoire.

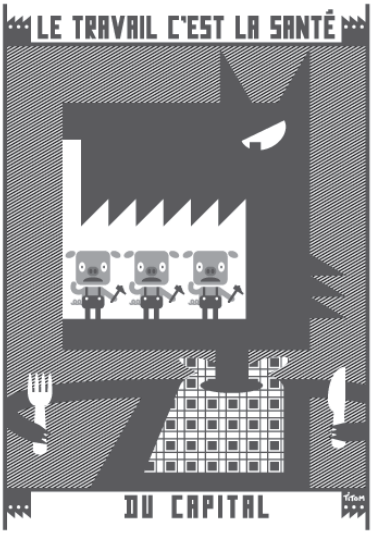
La jeune équipe du CADTM était sur tous les fronts, intendance, accueil, présentations. Parmi les intervenants invités, les admirables Yvonne Ngoyi de RDC et Reine Baïmey de WoMin en Côte d'Ivoire, mais aussi Jules Falquet, qui a présenté une belle analyse historique de la condition des femmes et Morgane Ordy (en visio), de Via Campesina.

La lutte continue ! Le contre-sommet de Marrakech a été une belle réussite en termes de dynamique militante. Le combat contre les fonds vautours s'étend à une campagne contre les créanciers privés, menée entre autres par Entraide et Fraternité (voir www.annulerladette.be). *Hasta la victoria* ?

CAMPAGNE #VIVREMIEUX

La plateforme d'action santé solidarité est devenue 'Coalition Santé' et lance une campagne **#VivreMieux**, en deux temps, la promotion de la santé et son accessibilité. Elle va notamment utiliser des capsules vidéos contrastant la situation actuelle et ce qui serait souhaitable : l'infirmière débordée et découragée vs celle qui travaille dans un service bien financé avec plein de collègues détendus ; les patients perdus dans des déserts médicaux et à la merci de médecins non conventionnés vs l'établissement de nombreuses maisons médicales au personnel conventionné ; des locataires qui se retrouvent dans des taudis vs des logements bien isolés et assainis, proches d'espaces verts ; la mère de famille coincée dans des boulots de merde et renonçant à se soigner vs des soins gratuits pour tous et la garantie que l'employeur ne peut prendre de sanction ; le gosse à l'école qui mange de la bouffe industrielle qui va favoriser diabète et obésité vs des cantines proposant des produits locaux préparés sur place.

Vivre mieux, ce sera trente mesures concrètes qui permettent à tout le monde de vivre en meilleure santé grâce à une prise en charge préventive et accessible. Alors faites pression auprès des candidats aux élections pour une santé par et pour tout le monde.



Illustrations de **Titom**, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0.be

Le 20 août dernier, les citoyens de l'Équateur se sont prononcé par référendum à 59 % pour l'arrêt de l'exploitation pétrolière dans le « Bloc 43 », une partie de la réserve amazonienne de Yasuni qui abrite une biodiversité exceptionnelle et constitue le territoire de plusieurs peuples se tenant à l'écart de la société moderne. (Site Bonnes Nouvelles: https://lstu.fr/attac_115_05)

Après l'introduction d'une plainte pour manque de prévoyance environnementale, un juge d'un tribunal de Perth en Australie occidentale a rejeté la demande de permis de prospection sismique qui avait été accordé à la multinationale Woodside. (info Greenpeace)

Une porcherie bretonne est condamnée à une amende de 200 000 euros pour des déversements de plusieurs centaines de milliers de litres de lisier dans un petit fleuve côtier. L'affaire met en lumière les responsabilités conjointes de l'État et des industriels. (Site Bonnes Nouvelles : https://lstu.fr/attac_115_06)

Le Parc national de Doñana dans le sud de l'Espagne, un lieu à la biodiversité remarquable, était menacé d'asséchement et de pollution. Une énorme mobilisation populaire a amené le gouvernement espagnol à interdire le projet de dragage du Guadalquivir et à annuler les projets de stockage de gaz naturel.
Ce vendredi 13 octobre, il n'y a pas eu de majorité au Parlement européen pour prolonger de 10 ans l'autorisation accordée aux agriculteurs d'utiliser du glyphosate. Mais ils reviendront à la charge.
Une pétition à signer : https://lstu.fr/attac_115_07
.

ATTAC-Liège vous invite à un groupe de lecture écoféministe

BELL HOOKS les jeudis à 19h

28 septembre : Introduction et rencontre · **26 octobre :** Tout le monde peut être féministe · **23 novembre :** A propos d'amour · **14 décembre :** Apprendre à transgresser

Inscriptions : camille.attac@mailo.com
Casa Nicaragua - Rue Pierreuse 23 - Liège

info@liege.attac.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

ATTAC-Liège vous invite à un groupe de lecture

LA FIN DE LA MÉGAMACHINE

De Fabian Scheidler · Traduction Aurélien Berlan

les mercredis à 19h

27 septembre · 25 octobre · 22 novembre · 13 décembre

ULiège – Commull – Place du XX Août

info@liege.attac.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

ATTAC-Liège vous invite à une conférence

LE PACTE D'EXCELLENCE, UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE CONTRE L'ENSEIGNEMENT

Avec Madeleine Gérard et Micheline Zanatta

Mardi 15 novembre à 19h

ULiège - Place du 20-Août - A1/3/22

info@liege.attac.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

ATTAC-Liège, vous invite à son cycle :

« LA VALEUR DES CHOSES »

Formation à la nouvelle économie : hétérodoxe, écologique, politique et collaborative

Module 1
LES MARDIS À 19H

INTRODUCTION À L'ÉCONOMIE HÉTÉRODOXE : *Au cœur de la monnaie !*

17 octobre - *Salle Lumière - Place du XX aout*
7 novembre et 5 décembre - *Cafétéria Collective Kali - Rue St Thomas*

Module 2
LES MARDIS À 19H

ECONOMIE POLITIQUE : *Commun et propriété, fiscalité et inégalités, vers la démocratie économique en Belgique et en Europe ?*

6 février - *Salle Lumière - Place du XX aout*
20 février - 12 mars - *Cafétéria Collective Kali - Rue St Thomas*

Module 3
LES MARDIS À 19H

ECONOMIE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONALE : *Les monnaies complémentaires en Wallonie*

16 avril - *Salle Lumière - Place du XX aout*
14 mai - 11 juin - *Cafétéria Collective Kali - Rue St Thomas*

www.attacliege.be - info@liege.attac.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

ATTAC-Liège vous invite à une conférence

SITUATION POLITIQUE ET SOCIALE AU LIBAN

Avec Jonathan PIRON, spéciale du Moyen-Orient

Samedi 18 novembre à 10h

Cercle Leonardo Da Vinci - Seraing

info@liege.attac.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

ATTAC-Liège vous invite à une conférence

SITUATION POLITIQUE EN TUNISIE

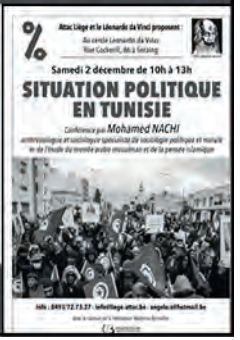
Avec Mohamed Nachi anthropologue et sociologue

Samedi 2 décembre à 10h

Cercle Leonardo Da Vinci - Seraing

info@liege.attac.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



ATTAC-Liège vous invite à un ciné-débat

LA BATAILLE DU COBALT

De Arnaud Zajtman & Quentin Noirfalisse

Jeudi 9 novembre à 19h

Centre Liégeois du Beau-Mur - Grivegnée

info@liege.attac.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

SOUTENIR ATTAC

ça fait du lien par où ça passe

Vous voulez plus de justice environnementale, sociale, fiscale ?
Contribuer à un monde plus juste?

REJOIGNEZ-NOUS

dans nos actions, nos rencontres, nos formations.

Renouvelez votre soutien financier

(à partir de 20 euros / an pour qui jouit de rentrées financières décentes et de 10 euros / an pour les revenus riquiquis)

Ensemble, tentons de changer les rapports de force.

Compte Triodos : BE02 5231 4086 9640

www.attacliege.be

info@liege.attac.be

rue du Plope, 184 – 4041 HERSTAL

Samedi 18 novembre, 10-13 h.

Jonathan Piron, historien, spécialiste des relations internationales et intégration européenne, Situation politique et sociale au Liban
Cercle Leonardo da Vinci, Rue Cockerill, 86, 4100 Seraing

Mercredi 22 novembre, 19 h.

Groupe de lecture Scheidler
ULiège, pl. du 20-Août, A1/3/22

Jeudi 23 novembre

Groupe de lecture éco-féministe
bell hooks, *à propos d'amour*, Divergences, 2022, 240 p.
Casa Nicaragua, , rue Pierreuse, 23 à 4000Liège

Samedi 2 décembre 10-13 h

Mohamed Nachi, anthropologue et sociologue, spécialiste de sociologie politique et morale et de l'étude du monde arabo-musulman, La situation politique en Tunisie
Cercle Leonardo da Vinci, rue Cockerill, 86 à 4100 Seraing

Dimanche 3 décembre 14 h.

Marche pour le climat
Bruxelles

AGENDA

Mardi 5 décembre

Nicolas Franka. Introduction à une économie hétérodoxe. Au cœur de la monnaie (3)
Cafétaria Collective Kali, rue Saint-Thomas, 32 à 4000 Liège

Mercredi 13 décembre, 19 h.

Groupe de lecture Scheidler
ULiège, place du 20-Août, A1/3/22

Jeudi 14 décembre, 19 h.

bell hooks, *apprendre à transgresser* tr. Margaux Portron, Syllepse, 2019, 192 p.
Casa Nicaragua, rue Pierreuse, 23 à 4000Liège

Mercredi 20 décembre, 18 h.

Projection du court métrage satirique *From Tax Havens with Love* (ou un autre si pas fini !) + souper de noël
Centre liégeois du Beau-Mur, rue du Beau-Mur,48 à 4030 Grivegnée

Samedi 20 janvier, 10-13

Didier Vrancken, Services publics et État social
Cercle Leonardo da Vinci
Rue Cockerill, 86 à 4100 Seraing

Mardi 6 février, 19 h.

Nicolas Franka. *Économie politique : Commun et propriété, fiscalité et inégalités, vers la démocratie économique en Belgique et en Europe?* (1)
ULiège, place du 20-Août, Salle Lumière

Samedi 17 février 10-13

Bruno Poncelet, anthropologue et Nicolas Latteur, tous deux chercheurs et formateurs au CEPAG, Tous évalués, tous notés (titre provisoire)
Cercle Leonardo da Vinci Rue Cockerill, 86 à 4100 Seraing

Mardi 20 février

Nicolas Franka. *Économie politique : Commun et propriété, fiscalité et inégalités, vers la démocratie économique en Belgique et en Europe?* (2)
Cafétaria Collective Kali, rue Saint-Thomas, 32 à 4000 Liège

Mardi 12 mars

Nicolas Franka. *Économie politique : Commun et propriété, fiscalité et inégalités, vers la démocratie économique en Belgique et en Europe?* (3)
Cafétaria Collective Kali, rue Saint-Thomas, 32 à 4000 Liège

AGENDA (PREMIÈRE PARTIE)

Mardi 7 novembre, 19 h.

Nicolas Franka. Introduction à une économie hétérodoxe. Au cœur de la monnaie (2)
Cafétaria Collective Kali, rue Saint-Thomas, 32 à 4000 Liège

Jeudi 9 novembre, 19 h.

Projection-débat Clim'ATTAC
Cobalt, l'envers du rêve électrique documentaire de Quentin Noirfalisse et Arnaud Zajtman (2022) (dans le cadre du *Mois du Doc*)
Centre liégeois du Beau-Mur, 48 rue du Beau-Mur, 4030 Grivegnée

Mardi 14 novembre, 19h.

Conférence-débat avec deux enseignantes syndiquées, Madeleine Gérard et Micheline Zanatta,
« Le Pacte d'Excellence, une arme de destruction massive contre l'enseignement »
ULiège, pl. du 20-Août, A1/3/22

Jeudi 16 novembre, 19 h.

Projection-débat Clim'ATTAC
La Limite de Hayflick, documentaire de Thomas Licata (2022) (dans le cadre du *Mois du Doc*)
Centre liégeois du Beau-Mur, 48 rue du Beau-Mur, 4030 Grivegnée

SOMMAIRE

Édito	p. 2	Lectures	p. 21
Budget participatif	p. 4	Luttes communes	p. 23
Fiscalité UE	p. 8	CADTM	p. 24
Courrier	p. 11	Vivre mieux	p. 25
Les milliards de l'IA	p. 12	Bonnes nouvelles	p. 26
Santé et non-emploi	p. 14	Annonces	p. 27
Immigration	p. 16	Soutenir ATTAC	p. 30
Marrakech	p. 18	Agenda	p. 30
Jeu	p. 20	Sommaire	p.32

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Impression Idécopy Liège — www.scribus.net, /
Avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles